

LA PRATIQUE DE L'INTELLIGENCE ECONOMIQUE DANS LES ENTREPRISES AU CAMEROUN : ENJEUX ET PERSPECTIVES

HOURENATOU

Chargé de Cours, Département Management, Stratégie et Prospective

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG)

Université de Ngaoundéré (Cameroun). B.P 454 Université de Ngaoundéré (Cameroun)

hnatou27@yahoo.fr; houdenatou@univ-ndere.cm

Résumé

Avec les mutations de l'économie mondiale, l'intelligence économique est un outil d'aide idéal pour le dirigeant dans l'objectif de prévenir les risques, saisir les opportunités et anticiper les changements de l'environnement. L'objectif de cet article est non seulement de présenter les enjeux et les perspectives de la pratique de l'intelligence économique par les entreprises au Cameroun mais aussi de faire un état des lieux à travers une étude empirique auprès des dirigeants de 62 entreprises. Les données ont été collectées à partir d'un questionnaire administré en face à face auprès des dirigeants ou des cadres pouvant nous fournir des informations sur l'activité d'intelligence économique. Les données ont fait l'objet d'un traitement statistique à l'aide du logiciel SPSS et la méthode du tri à plat a été utilisée pour analyser les résultats. Il ressort de ces résultats que malgré les grands enjeux que présentent la pratique de l'intelligence économique dans les entreprises, cette dernière est encore à l'état de gestation et reste incomprise par les dirigeants. Des actions de sensibilisation, de formation, de réseautage et d'implication de tous sont nécessaires pour une meilleure implémentation par les entreprises au Cameroun.

Mots clés : Intelligence économique ; Information stratégique ; Veille stratégique ; Influence ; Sécurité informationnelle.

Abstract

With the changes in the global economy, economic intelligence is an ideal aid tool for the manager with the aim of preventing risks, seizing opportunities and anticipating changes in the environment. The objective of this article is not only to present the challenges and prospects of the practice of economic intelligence by companies in Cameroon, but also to take stock of the situation through an empirical study among the managers of 62 companies. The data were collected from a questionnaire administered face-to-face with managers or executives who can provide us with information on economic intelligence activity. The data were statistically processed using SPSS software and the flat sorting method was used to analyze the results. It is clear from these results that despite the great challenges posed by the practice of economic intelligence in companies, the latter is still in the gestation stage and remains misunderstood by managers. Awareness, training, networking and involvement of all are necessary for better implementation by companies in Cameroon.

Keywords: Economic intelligence, Strategic information, Environment scanning, Influence, Informational security

Received: 14/02/2020

Accepted: 14/06/2020

DOI: <https://dx.doi.org/10.4314/jcas.v15i3.3>

© The Authors. This work is licensed under the Creative Commons Attribution 4.0 International Licence.

Introduction

L'économie mondiale est caractérisée par de profondes mutations notamment avec l'accélération du processus de globalisation, le développement technologique constant et l'émergence de la société de l'information imposant une adaptation et une amélioration des capacités d'anticipation des entreprises. Les entreprises doivent, de nos jours, non seulement maîtriser leur environnement interne mais surtout s'ouvrir à leur environnement externe afin de transformer les menaces en opportunités. La découverte de ces nouvelles opportunités puis leur réalisation ne peuvent aboutir que si elles disposent de la capacité de maîtriser les informations relatives à l'état et à l'évolution de leur environnement socio-économique dans le but d'aider les dirigeants dans leur prise de décision. Ainsi, la mise en place d'un dispositif de surveillance, plus encore, d'une politique d'intelligence économique est déterminante pour toute organisation qui souhaite assurer son développement face à l'environnement concurrentiel de plus en plus rude. L'intelligence économique place l'information au cœur de la stratégie des firmes et vise notamment à doter les entreprises de capacité de protection, d'adaptation, de réaction et d'anticipation (Meier et Schier, 2016). Pour Hamidou et Grari (2018), l'efficacité stratégique des entreprises repose sur le déploiement de véritables dispositifs d'intelligence économique, leviers majeurs au service de la performance économique et de l'emploi. Depuis plus de vingt-cinq ans s'est développée la dynamique d'intelligence économique, une culture du renseignement qui donne aux entreprises qui la mettent en œuvre un avantage décisif. Cette démarche collective vise l'agilité par un usage stratégique de l'information. Elle met en musique des démarches de veille, de sécurité économique et d'influence (Moinet, 2020). Considérée comme une pratique

occidentale, l'intelligence économique s'est imposée dans plusieurs pays et suscite de plus en plus l'intérêt des pays africains. Face à la globalisation, les états africains se doivent de mieux connaître leurs concurrents locaux et internationaux, d'éviter les surprises, de conforter leur position sur le marché local et de se donner la capacité de s'internationaliser (Zakaria, 2011). Cette pratique n'est pas un effet de mode, mais elle répond à un impératif et constitue l'outil idéal pour les entreprises en Afrique pour survivre dans le contexte de compétition mondiale. Plus récemment, des Assises Africaines de l'Intelligence économiques ont été créés et la 3^{ème} édition a eu lieu en décembre 2019 à Dakar, au Sénégal. Au terme des assises, les experts et nombreux praticiens de l'intelligence économique ainsi que les associations locales d'intelligence économique présentes ont affirmé leur volonté de structurer de façon collaborative l'intelligence économique sur le continent tant au niveau des formations, que des méthodes et pratiques employées (AAIE, 2019). Dans cette mouvance, les pays de la CEMAC (Cameroun, Gabon, Tchad, RCA, Congo, Guinée équatoriale) en général et le Cameroun en particulier semble accuser un très grand retard que ce soit en matière de la pratique de l'intelligence économique ou alors des travaux de recherche. En ce qui concerne la pratique, dans une étude réalisée auprès des dirigeants des six pays de la zone CEMAC (Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée équatoriale et Tchad), le cabinet Gweth Marshall¹ (2008) aboutit à des résultats diamétralement opposés de ceux des canadiens. D'après leurs analyses, 59% des managers québécois sont victimes d'overdose informationnelle alors que 6/10 responsables de ces pays africains occupant un poste de cadre supérieur manquent « d'informations sûres ». Par ailleurs, il ressort des travaux du dit cabinet que dans ces pays, le taux de pénétration de l'activité de veille stratégique

¹ Premier cabinet d'Intelligence Economique en Afrique Centrale.

est inférieur à 2,5%. Pour Azeumo (2013), l'absence d'intelligence économique est la principale cause de l'échec des divers programmes de développement menés précédemment sur le continent, notamment les Programmes d'Ajustement Structurel (PAS). Or, de nombreux travaux de recherche mettent en exergue non seulement l'importance pour les organisations d'avoir un dispositif d'intelligence économique mais aussi son impact sur la performance ou la compétitivité (Martre, 1994 ; Larivet, 2002 ; Bournois et Romani, 2000 ; Cohen, 2007; ...). Plusieurs thèses, mémoires ou publications traitent de l'état des lieux de la pratique de l'intelligence économique en Afrique mais spécifique à chaque pays donné ou même à certaines entreprises à travers des études de cas. Au Cameroun, nous pouvons noter l'ouvrage d'Azeumo (2013) intitulé « l'Intelligence Economique Camerounaise (IEC) » qui a pour objectif de promouvoir auprès des gouvernements, des institutions, des entreprises, la prise en considération de l'intelligence économique dans l'élaboration des différentes politiques économiques et stratégies de développement. Cependant, cet ouvrage est juste considéré comme un outil de sensibilisation qui ne donne pas des données réelles exploitables en matière d'intelligence économique. Il faut aussi souligner que Guy Gweth à travers le Centre Africain de Veille et d'Intelligence Economique (CAVIE) publie depuis des années des articles sur le site du Centre pour sensibiliser les pays africains en général et ceux de la zone CEMAC en particulier sur le concept d'intelligence économique et de veille stratégique. De plus, depuis l'année dernière, CAVIE organise la Journée Africaine de l'Intelligence Economique (JAIE) donc la première édition a eu lieu le 03 août 2018 et la deuxième le 3 août 2019 au Cameroun. A notre connaissance, aucune étude scientifique n'aborde concrètement avec des données empiriques la question de l'intelligence

économique dans les entreprises au Cameroun. Cet article se propose de relever les enjeux de l'intelligence économique pour les entreprises au Cameroun, de faire un état des lieux à travers une étude empirique et de faire des recommandations pour une meilleure implémentation de cette pratique.

1. L'intelligence économique : un concept au cœur de la survie des entreprises

1.1. Origine et définition de l'intelligence économique

L'intelligence économique est une pratique qui a toujours existé car, surveiller, scruter, être attentif et veiller sont des activités naturelles pour l'être humain. L'intelligence économique était liée aux informations ramenées par les explorateurs et les commerçants qui constituaient des mines d'informations utiles pour les nations et les grandes entreprises. Le terme « Intelligence Economique » est alors apparu aux Etats Unis dans le domaine militaire et son évolution du domaine militaire à celui des affaires a connu différentes étapes. Wilensky (1967) définissait alors l'intelligence économique comme l'activité de production de connaissances servant à réaliser des buts stratégiques pour le bien de l'organisation à partir de contexte légal. Contrairement aux pays européens comme l'Allemagne, la Grande Bretagne ou le Portugal, la France a compris tardivement l'importance de l'intelligence économique. C'est la publication en 1994 du Rapport de Martre intitulé « Intelligence économique et stratégie des entreprises » qui marqua réellement le début de l'intelligence économique en France et dans plusieurs autres pays. Dans ce rapport, « L'intelligence économique peut être définie comme l'ensemble des actions coordonnées de recherche, de traitement et de distribution, en vue de son exploitation, de l'information utile aux acteurs économiques. Ces diverses actions sont menées légalement avec toutes les garanties de protection nécessaires à la

préservation du patrimoine de l'entreprise, dans les meilleures conditions de délais et de coûts. L'information utile est celle dont ont besoin les différents niveaux de décision de l'entreprise ou de la collectivité, pour élaborer et mettre en œuvre de façon cohérente la stratégie et les tactiques nécessaires à l'atteinte des objectifs définis par l'entreprise dans le but d'améliorer sa position dans son environnement concurrentiel. Ces actions, au sein de l'entreprise, s'ordonnent autour d'un cycle ininterrompu, générateur d'une vision partagée des objectifs de l'entreprise». D'après Hamidou et Grari (2018), on peut tirer les conclusions suivantes dans de rapport : l'intelligence économique est une démarche tout à fait légale, à ne pas la confondre avec l'espionnage ; c'est une approche globale ; elle concerne aussi bien l'entreprise, que les acteurs économiques et les collectivités ; la réussite du processus d'intelligence économique est subordonnée par la coordination entre les différentes étapes. L'intelligence économique n'est plus seulement un art d'observation mais une pratique offensive et défensive de l'information. L'intelligence économique consiste à collecter, analyser, valoriser, diffuser et protéger l'information économique stratégique afin de renforcer la compétitivité d'un Etat, d'une entreprise ou d'un établissement de recherche (D2IE, 2014).

1.2. La compréhension de l'intelligence économique à travers ses différentes fonctions

Larivet (2002) répertorient trois fonctions principales de l'intelligence économique : une fonction de renseignement, une fonction de gestion de risque et une fonction d'influence. Ces trois fonctions sont les plus considérées et utilisées dans la littérature. Elles peuvent être résumées dans le schéma ci-dessous.

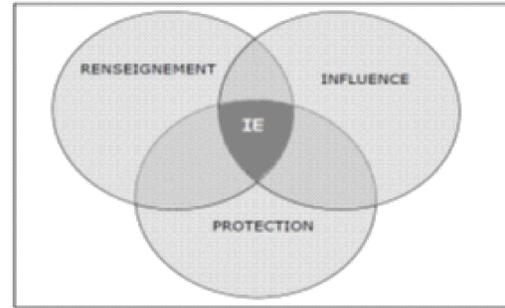


Figure N° 1 : Approche fonctionnelle de l'intelligence économique

Source : Larivet (2006)

1.2.1. La fonction de veille stratégique ou de renseignement

Selon Aguilar (1967), pionnier de la recherche en matière de veille, la veille stratégique consiste à saisir les informations relatives aux événements et aux relations prenant place dans l'environnement externe de l'entreprise, informations dont la connaissance est susceptible d'aider l'équipe dirigeante dans ses choix stratégiques quant au futur de l'entreprise. On retrouve bien dans cette acceptation les notions d'environnement, d'information et de futur. Selon Romagni et Wild (1998), la veille stratégique est une analyse attentive des différentes facettes de l'environnement afin de développer la pro-activité et de préparer au mieux la prise de décision d'une organisation. Lesca et Castagnos (2000), définissent la veille stratégique comme " le processus volontariste par lequel l'entreprise (ou une partie de celle-ci) traque et assimile des informations à caractère anticipatif concernant les changements de son environnement socio-économique, dans le but de se créer des opportunités d'affaires, de réduire ses risques liés à l'incertitude, et d'agir vite et au bon moment. Dans une approche simplifiée, la veille stratégique est l'activité ciblée d'acquisition, de traitement et de diffusion de l'information externe à caractère stratégique pour la pérennité de l'entreprise

(Lafaye, 2004). La veille stratégique est alors une expression générique qui englobe plusieurs types de veilles spécifiques telles que la veille technologique, la veille concurrentielle, la veille commerciale et la veille environnementale. Les concepts de veille stratégique et d'intelligence économique sont presque devenus des synonymes dans le langage courant. Pourtant l'étude attentive de leur définition montre le côté plus pratique et plus opérationnel de la veille stratégique. Le schéma ci-dessous montre le lien entre la veille stratégique et l'intelligence économique.

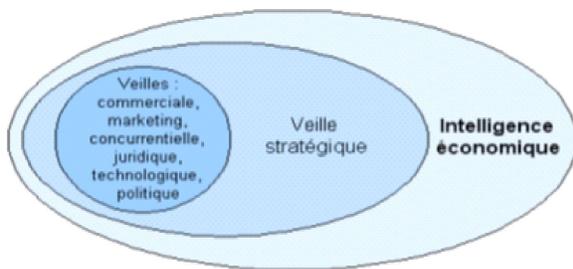


Figure N°2 : Relation entre la veille stratégique et l'intelligence économique

Source : Adaptée d'IAAT (2005)

1.2.2. La fonction de gestion du risque informationnel ou de protection de l'information

La fonction de gestion du risque informationnel ou de protection de l'information marque la différence entre l'intelligence économique et la veille stratégique car cette dernière n'a pas pour fonction de protéger l'entreprise. La gestion du risque informationnel consiste en la protection des informations détenues ou émises par l'entreprise. Elle revient à assurer la sûreté et la sécurité informationnelle de l'entreprise. Cette protection consiste concrètement à capitaliser des connaissances de l'entreprise afin d'assurer la sauvegarde du patrimoine immatériel (technologies, savoir-faire, portefeuille clients, connaissance des marchés...) et de mettre en place une culture de la sécurité par une sensibilisation de l'ensemble des salariés et des partenaires. Pour Larivet (2002), quatre techniques peuvent être déployées par les

dirigeants pour assurer la sécurité de leur entreprise : la sécurité mécanique (mettre des documents dans un coffre, utiliser une broyeuse, contrôler l'accès des locaux, ...), la sécurité logique (renouvellement des mots de passe, audit de piratage, copies régulières des documents, ...), sécurité humaine (membres de l'entreprise discrets, former, sensibiliser, qualifier ses prospects, ...) et la sécurité juridique (déposer des brevets, mettre des clauses de non divulgation, utiliser le secret professionnel, faire respecter le droit d'auteur, ...).

1.2.3. La fonction d'influence

La fonction d'influence est l'art pour l'entreprise d'utiliser l'information afin de projeter son influence sur ses marchés. Elle consiste en l'utilisation exclusive de l'information comme moyen de pousser un acteur à agir, que cet acteur soit conscient ou non du processus. Les stratégies d'influence consistent alors à mettre en œuvre une série de pressions indirectes sur les acteurs influents du marché (la plupart du temps ses régulateurs) afin de forcer le maintien ou la prise d'une position concurrentielle. La revue de la littérature identifie principalement deux catégories de pratique d'influence : le lobbying et les stratégies d'influence dans le champ concurrentiel.

1.3. Les enjeux de l'intelligence économique pour les entreprises

Dans un monde d'hyper concurrence, les savoirs faire de la veille stratégique, de la protection et de l'influence sont indispensables à la compétitivité des entreprises. L'intelligence économique est devenue un outil incontournable pour construire les stratégies des organisations. Pour Cohen (2004), outre sa fonction informationnelle, l'intelligence économique a pour missions principales d'anticiper les menaces et les opportunités de l'environnement (fonction anticipative), de faire des recommandations, de proposer et ou de mener des actions (fonction proactive), dans le but d'aider la prise de décision stratégique et d'améliorer la performance et la compétitivité de l'organisation.

D'après Leveugle et Sautreau (2008), les outils et méthodes de l'intelligence économique permettent aux différents acteurs économiques de détecter des opportunités susceptibles de déboucher sur des innovations, des conquêtes de parts de marché, des gains de productivités, des partenariats et de détecter les menaces provenant des concurrents et de l'environnement. Pour Achchab et Harrizi (2013), les économies les plus compétitives ont toutes adopté une politique d'intelligence économique appropriée. L'intelligence économique intervient aujourd'hui comme un outil efficace pour analyser le développement de l'Afrique dans la mesure où elle intègre les facteurs culturels et environnementaux liés à chaque pays (Azeumo, 2013). Ainsi, l'élaboration d'une démarche d'intelligence économique en Afrique serait l'un des défis stratégiques pour le continent et l'application correcte d'une bonne démarche de l'intelligence économique pourrait anticiper les erreurs, improvisations, anarchie décisionnelle qui ne peut qu'être facteur de recul de l'économie africaine. Une bonne démarche d'intelligence économique peut faire améliorer les entreprises africaines et les faire migrer à une gestion plus dynamique (Téléstratégie et Associés, 2016).

En Afrique en général et au Cameroun en particulier, les enjeux de l'intelligence économique peuvent se résumer en trois : économiques, géopolitique et technologique. Les enjeux économiques sont liés à l'utilisation des outils et méthodes de l'intelligence économique pour faire face à l'accélération de l'évolution des marchés et à la concurrence nationale et internationale, l'évolution des règles régissant le commerce international et faciliter l'anticipation et la prise de décision. Depuis 2016, on observe un ralentissement de l'économie camerounaise du fait de la baisse des cours des matières premières notamment du pétrole, des crises sécuritaires dans les régions de l'Extrême Nord, de l'Est, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. L'intelligence

économique pourrait constituer une solution idoine pour booster l'économie camerounaise. En ce qui concerne les enjeux géopolitique, l'intelligence économique constitue la meilleure arme pour faire face aux nouvelles menaces de l'extension géographique, aux crises politiques, aux mutations d'ordre politique, ... La connaissance qui en résulte peut aider les dirigeants d'entreprise dans la planification des actions futures de leurs organisations. S'agissant des enjeux technologiques, avec le développement des TIC et des innovations perpétuelles en termes de procédés et de produits, l'intelligence économique permettra aux entreprises d'être à jour et de s'arrimer plus facilement. De plus, elle est l'outil idéal pour la sauvegarde de l'innovation et des investissements de la recherche, l'assurance sur les biens matériels, le développement d'une stratégie commerciale, la recherche de partenaire, la création d'entreprises et la sous-traitance. Ces trois enjeux soulignent le fait que l'intelligence économique a pour finalité la compétitivité de l'économie à travers la maîtrise des informations stratégiques et la sécurisation de l'Etat et des entreprises.

2. Méthodologie de l'étude

Dans le cadre de cette étude, nous avons eu recours dans un premier temps à une analyse théorique pour bien cerner non seulement le concept d'intelligence économique mais aussi, d'identifier et d'analyser ses enjeux pour les entreprises. Nous avons eu recours à une étude qualitative basée sur des entretiens semi-directs auprès de quelques décideurs des entreprises pour savoir quelle est leur compréhension du concept d'intelligence économique. Les données ont été traitées à partir d'une analyse de contenu. Par la suite, nous avons réalisé une étude empirique à partir d'un questionnaire. La base de sondage a été constituée avec les données des entreprises recueillies auprès de la chambre de commerce, des centres des impôts et du Centre National de la

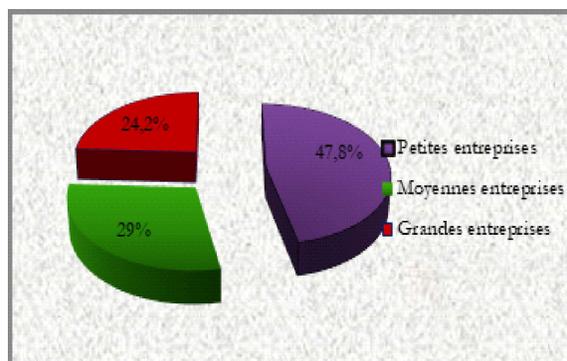
Prévoyance sociale (CNPS) des villes de Douala (pôle économique du pays) et Yaoundé (la capitale). Cette liste a été complétée par des observations personnelles sur le terrain, des informations issues des supports professionnels fréquemment conçus lors des évènements tels que les foires, les expositions, les journaux quotidiens et aussi de l'outil Internet. Dans cette base de sondage, un choix a été porté spécifiquement sur les entreprises de services, industrielles et commerciales car elles sont, à notre avis principalement concerné par les activités d'intelligence économique. Une mise à jour de la liste des entreprises a été faite à travers une vérification sur le terrain. La taille de l'entreprise a été le critère déterminant dans le choix de l'échantillon. Ainsi, les entreprises ont été sélectionnées selon la méthode empirique dite de « choix raisonné » c'est-à-dire d'une manière aléatoire. Suivant cette méthode, toute entreprise interrogée fait partie de l'échantillon dès lors qu'elle est constituée de 10 à 49 employés pour la petite entreprise, de 50 à 199 employés pour la moyenne entreprise et de 200 employés et plus pour la grande entreprise. Suivant cette logique, nous avons constitué un échantillon composé de 62 entreprises situées dans les villes de Douala (39 entreprises soit 62,9%) et de Yaoundé (23 entreprises soit 37,1%). Le questionnaire a été administré en « face à face » auprès des dirigeants ou des cadres pouvant nous fournir des informations sur l'activité d'intelligence économique dans leurs entreprises. Les informations collectées ont subi des traitements statistiques par le tri à plat à l'aide du logiciel SPSS.

3. Analyse des résultats

3.1. Caractéristiques des entreprises

Les résultats du tri à plat indiquent que sur les 62 entreprises de l'échantillon, 25 sont des entreprises de service, 22 entreprises industrielles et 15 entreprises de commerce avec des taux de

réponse élevés (respectivement 96,15%, 81,48% et 60%). On a une bonne représentation des PME (75,8%) donc 46,8% de petites entreprises et 29% de moyennes entreprises. Seulement 24,2% de notre échantillon sont de grandes entreprises. Cette situation s'avère normale car le tissu économique camerounais est constitué à plus de 90% de PME.



Graphique N°1 : Répartition des entreprises de l'échantillon en fonction de leur taille

Source : les résultats du tri à plat

3.2. La connaissance du concept d'intelligence économique par les dirigeants des entreprises

À la question de savoir si les dirigeants connaissent le concept d'intelligence économique, nous avons recueilli des réponses variées. Plusieurs dirigeants ont assimilés l'intelligence économique à « la capacité de comprendre l'économie d'un pays », « le développement de l'intelligence dans la gestion économique », « le renseignement sur l'économie générale », « comprendre son environnement en espionnant », ... Très peu de dirigeants nous ont donné de définitions qui se rapprochaient de celle de l'intelligence économique à savoir « la capacité pour une entreprise de maîtriser son environnement » ou encore « la collecte et l'utilisation stratégique des informations ». Ces réponses nous indiquent clairement que le concept d'intelligence économique est méconnu par plusieurs dirigeants surtout des Petites et Moyennes Entreprises au Cameroun.

3.3. Analyse empirique des activités d'intelligence économique dans les entreprises au Cameroun

L'analyse des résultats du tri à plat permet de faire un état des lieux des activités d'intelligence économique dans les entreprises de l'échantillon.

3.3.1. Une fonction de renseignement embryonnaire et discontinue basée sur le réseau humain et les sources d'information informelles

Les dirigeants utilisent diverses sources d'information pour prendre des décisions. L'analyse descriptive des différentes sources d'information utilisées par les entreprises au Cameroun montre que les dirigeants préfèrent se tourner vers des amis, la famille (79%), les associations professionnelles (79%) ou alors assister à des foires, salons et congrès (71%) pour avoir des informations sur l'environnement. Malgré leur diversité, les sources formelles souffrent d'une sous exploitation. La presse écrite et les brevets d'invention enregistrent les pourcentages les moins élevés (respectivement 8,1% et 12,9%). L'analyse des caractéristiques de la pratique de la veille stratégique dans les entreprises met en relief l'existence des services de gestion générale des informations dans

certaines entreprises (46,8%). Ces services sont appelés des services d'information et/ou des cellules informatiques. Les Directions de Systèmes d'Information (DSI) sont encore rares et seulement présentes dans quelques grandes entreprises. Cependant, au sein de ces services seulement 6,5% ont une cellule spécifique de veille stratégique (dont 4 entreprises sur les 62). L'aspect formel de la veille apparaît ainsi très peu développé dans les entreprises (faible degré de formalisation). La recherche des informations est motivée par la résolution d'un problème ponctuel au sein de l'entreprise ou alors pour contre-attaquer les concurrents. En général, les entreprises n'ont aucune méthodologie, aucun objectif de recherche d'information, et ne disposent pas de personnes assignées aux activités de veille. En ce qui concerne les outils, les logiciels spécifiques de gestion des informations de veille sont inexistantes. Les outils comme Internet et Intranet, malgré leur présence dans certaines entreprises, sont sous exploités. Les informations sur les concurrents actuels et l'environnement économique en général semblent être les plus fréquemment recherchées. Le schéma ci-dessous donne un récapitulatif du processus de veille stratégique dans les entreprises au Cameroun.

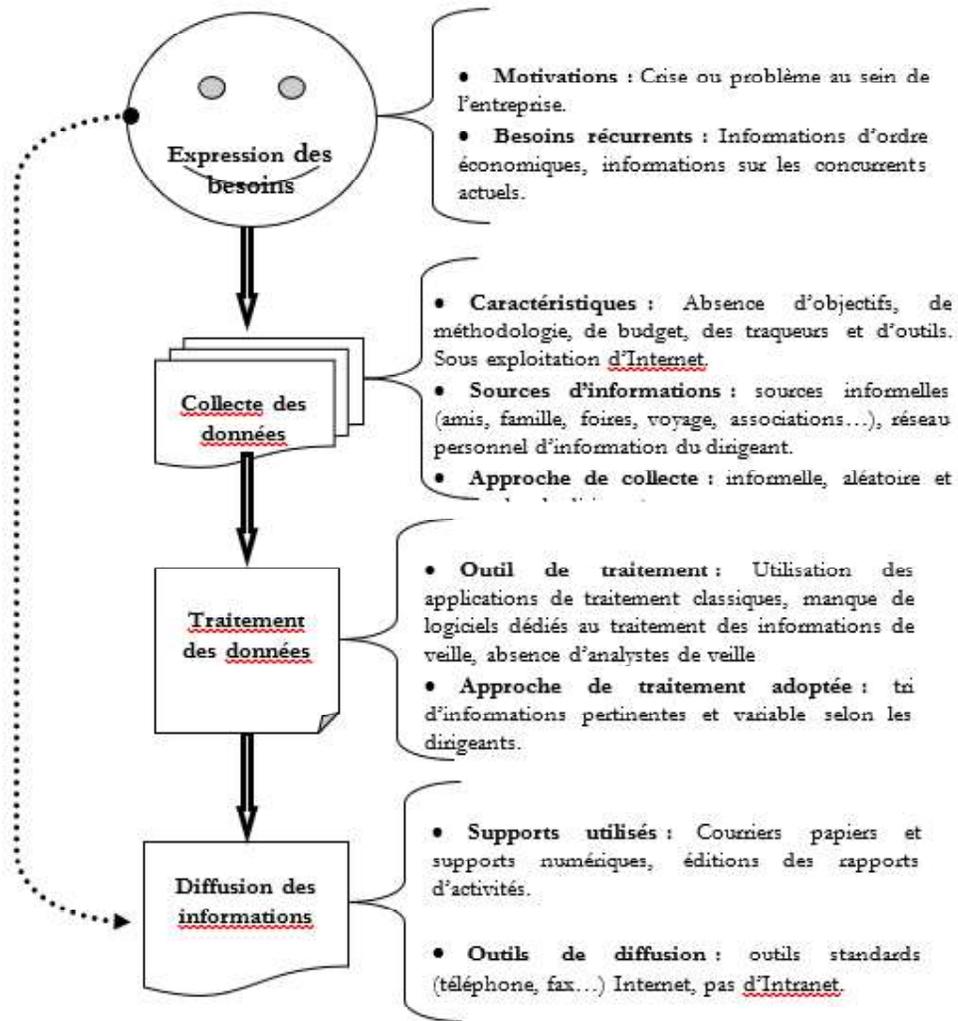
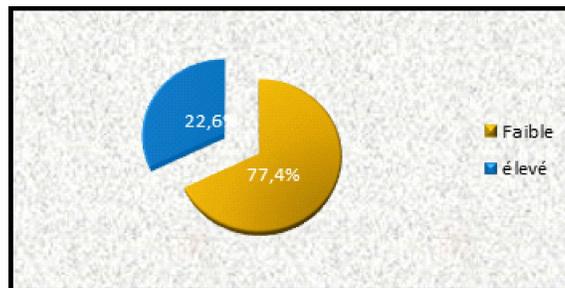


Figure N°2 : Caractérisation du processus détaillé de veille stratégique dans les entreprises au Cameroun

Source : les résultats du tri à plat

Par conséquent, nos résultats indiquent que l'intensité des activités de veille stratégique est faible (seulement 22,6% des dirigeants ont des activités assimilables à de la veille stratégique).



Graphique N°2 : Niveau de pratique de la veille stratégique des entreprises au Cameroun

Source : les résultats du tri à plat

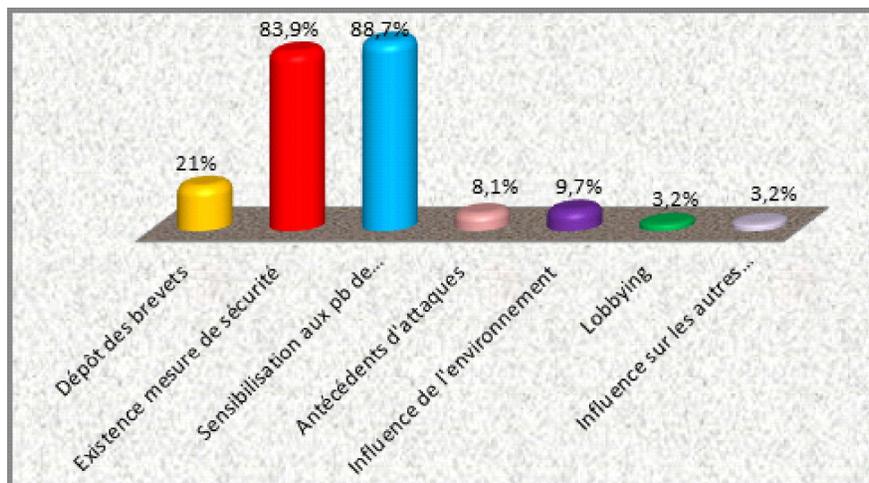
Malgré la non maîtrise et l'état embryonnaire du concept de veille, les dirigeants accordent une grande importance aux activités de la veille stratégique et reconnaissent qu'elles sont primordiales pour la survie de leurs entreprises.

3.3.2. Analyse des fonctions de gestion du risque informationnel et d'influence

Les résultats issus de l'analyse des données indiquent que la sécurisation des informations est le souci majeur des dirigeants car 83,9% ont mis en place des mesures de sécurité et 88,7% ont sensibilisé leurs employés sur les mesures de sécurité. Grace à ces mesures, seulement 8,1% (c'est-à-dire 5 entreprises) des entreprises ont connus des attaques (piratages, vols des

données,...). 21% des dirigeants s'intéressent aux informations sur les brevets et protègent aussi leur innovation par les dépôts.

La fonction d'influence est très faiblement pratiquée par les entreprises. Très peu d'entreprises mettent les moyens en jeu pour exercer cette activité. Les statistiques montrent que 9,7% seulement essaient d'influencer les autres concurrents, 3,2% seulement font du lobbying tout en influençant les autres organismes



Graphique N°3 : Les activités de protection et d'influence dans les entreprises au Cameroun

Source : les résultats du tri à plat

Ainsi, les entreprises de notre échantillon s'intéressent plus à la fonction de gestion du risque informationnel qu'à la fonction d'influence

Discussions et Conclusion

Les résultats issus de cette recherche corroborent avec ceux d'Azeumo (2014) et des travaux du Cabinet Gweth Marshall (2008) qui soutiennent que l'intelligence économique est d'une importance capitale pour les entreprises et les Etats mais que cette pratique est encore très peu connue en Afrique en général et au Cameroun en particulier. Pour conclure, un constat est clair ; l'intelligence économique est à l'état embryonnaire et a de la peine à décoller dans les entreprises au Cameroun. De part le rôle central de l'information stratégique et des enjeux de l'intelligence économique, il est temps que cette discipline puisse prendre de l'ampleur dans notre contexte. Une bonne logique de communication et de sensibilisation constitue un début de réaction pour permettre aux entreprises au

Cameroun de faire face à la concurrence mondiale et à s'adapter aux changements de l'environnement. A travers nos résultats, nous pouvons ainsi donner des recommandations non seulement aux dirigeants des entreprises au Cameroun mais aussi aux pouvoirs publics.

Sensibilisation : malgré les initiatives privées, la sensibilisation sur l'intelligence économique reste faible. Un fort effort de communication et de sensibilisation auprès de tous les opérateurs économiques, sociaux et autres acteurs est nécessaire. Les dirigeants doivent être sensibilisé et aussi sensibiliser à leur tour les autres membres de leur entreprise et instaurer une vraie culture d'intelligence économique à travers l'élaboration des méthodes et l'acquisition des outils adaptés à notre contexte.

Formalisation de la gestion des informations

stratégiques : les dirigeants doivent améliorer le degré de formalisation de leurs systèmes d'information en créant des cellules spécifiques de veille stratégique et d'intelligence économique. De plus, nous pouvons aller dans le même sens que Guechtouli (2009) pour recommander aux dirigeants qu'à côté de leur veille informelle, ils peuvent greffer une cellule formelle et faire cohabiter les deux systèmes.

Réseautage : les entreprises peuvent se constituer en réseaux (veille réseau) principalement les Petites et Moyennes Entreprises (PME) pour unir leur force et se coordonner pour mieux faire face à la concurrence étrangère.

Formation : avec la mondialisation et le développement technologique, de nouveaux métiers relatifs à l'intelligence économique ont vu le jour (veilleur, data miner, auditeur d'intelligence économique, gestionnaire des connaissances, ...). Il est important d'instituer aux universités et instituts d'intégrer des formations spécialisées en veille stratégique et intelligence économique comme dans d'autres pays africains (Sénégal et Afrique du Sud).

Faire de l'intelligence économique une affaire d'Etat : Carayon (2006) souligne que l'intelligence économique doit s'accompagner de politiques publiques. Pour lui, il revient à l'Etat de favoriser la naissance d'une culture d'anticipation, de sécurité économique. L'Etat doit développer une politique de vulgarisation nationale de ces activités auprès des dirigeants des entreprises peu importe la taille de ces dernières. Les autorités doivent créer une cellule qui comme un radar aura pour rôle de mobiliser des informations stratégiques accessibles à tous les acteurs économiques en créant une banque de données fiables et interactives facilement accessible aux dirigeants et autres acteurs de l'économie. Il serait nécessaire de multiplier les think tanks et de créer une Association

Camerounaise d'Intelligence Economique (ACIE) pour faciliter toutes ces actions.

Miser sur une intelligence économique sociale et collaborative : pour Delesse (2010), « l'intelligence sociale » mise en avant par Dedijer semble l'approche la mieux adaptée à l'éclosion et au développement d'un système national d'intelligence économique. L'intelligence sociale se définit comme l'ensemble des activités d'une société, reliées à l'intelligence, la capacité à s'adapter, répondre à des circonstances changeantes, afin de réaliser des objectifs de développement décidés. Cette intelligence sociale va permettre aux entreprises de capitaliser les sources informelles et les réseaux humains d'information. L'intelligence économique collaborative est idéale pour permettre aux entreprises d'unir leur force pour mieux faire face à l'hyper concurrence et avoir accès à d'énormes bases de données. Cette collaboration permettra à l'Etat de mieux jouer son rôle de protection de la sécurité publique et de la sécurité économique. L'aspect collaboratif est l'un des meilleurs atouts d'une politique d'intelligence économique réussie.

Bibliographie

Larivet S. (2006), « L'intelligence Economique : étude de cas d'une pratique managériale accessible aux PME », *Congrès International Francophone en Entrepreneuriat et PME (CIFEPME)*, « L'internationalisation des PME et ses conséquences sur les stratégies entrepreneuriales », 25-26-27 octobre, Haute Ecole de Gestion (HEG), Fribourg, Suisse.

Moinet N. (2020), « L'intelligence économique, une culture du renseignement appliquée à l'entreprise », *Connaissance/Articles, Economie, Energies et Entreprises*. <https://www.revueConflicts.com/entreprise-renseignement-guerre-economique>. Consulté le 23 mai 2020.

Achchab B. et Harrizi D. (2013), *Les défis de l'intelligence économique au Maroc*, *La Revue Gestion et Organisation*, 5 (2013), 130-137.

Aguilar F.J. (1967), *Scanning the business environment*, Mac Millan, Wiley, 239p.

Assises Africaines de l'Intelligence Economique (AAIE) (2019), « Intelligence Economique en Afrique : les résolutions pour 2019 suite aux assises », Communiqué de Presse, 16 janvier 2019, Dakar, Sénégal.

Azeumo S.W. (2013), *L'Intelligence Economique Camerounaise (IEC)*, Edition Harmattan, 87p.

Bournois F. et Romani J-P. (2000), *L'intelligence économique et stratégique dans les entreprises françaises*, Economica, Paris.

Carayon B., (2006), *Le patriotisme économique*, Editions du Rocher, 2006.

Cohen C. (2007), « Intelligence et performance : mesurer l'efficacité de l'intelligence économique et stratégique (IES) et son impact sur la performance de l'organisation », *Revue Vie et Sciences de l'entreprise*, n° 174-175, pp 15-50, 2007.

Cohen C., (2004), *L'efficacité de la veille et l'intelligence Stratégique et son impact sur la performance de l'organisation*, Thèse de Doctorat en Sciences de Gestion, Université d'Aix en Provence.

Delesse C., (2010), « Regard sur l'intelligence économique marocaine : la prise en compte d'un devenir social inscrit dans un contexte de sécurité globale », *cerebem*, centre de recherche de Bordeaux-France, école de management, n° 136-10, février 2010.

Guechtouli M. (2009), « Comment organiser son système de veille stratégique », *Symposium ATELLIS*, 25-26 Novembre 2009, Beaulieu Sur Mer, France.

Hamidou K. et Grari Y., (2018), « l'intelligence économique enjeu majeur pour les PME », *Revue du Contrôle de la Comptabilité et de l'Audit*, n° 6 septembre 2018.

Institut Atlantique d'aménagement du territoire (IAAT) (2005), *la veille stratégique : du concept à la pratique*, Note de Synthèse, juin 2005.

Lafaye C. (2004), *La phase de traque d'information sur Internet dans un processus de veille stratégique, une approche longitudinale centrée sur les Agents Intelligents*, Thèse de Doctorat en Sciences de Gestion, Université Jean Moulin, Lyon 3, France.

Larivet S. (2002), *Les réalités de l'intelligence économique en PME*, Thèse de doctorat, Université de Toulon et du Var, Toulon.

Lesca H. et Castagnos, (2000), « Signaux faibles et méthode cible. Quelques retours d'expérience », *Ixe Conférence de l'AIM, Montpellier*, 16 p, CD Rom, 24-26 Mai.

Leveugle D. et Sautreau A. L. (2008), *l'intelligence économique et la veille stratégique ou la valeur ajoutée de l'information*, Master 2, ICD-mention GIDE, année universitaire 2007-2008.

Maier J.L., Rainer R.K.J. et Snyder C.A. (1997), « Environmental Scanning for Information Technology: An Empirical Investigation », *Journal of Management Information Systems*, vol. 14, n°2, pp 177-200.

Martre H. (1994), *Intelligence économique et stratégie des entreprises*, Commissariat général au plan, février.

Romagni P. et Wild V., (1998), *l'intelligence économique au service de l'entreprise*, éditions Les Presses du Management, Paris, p.92.

Téléstratégie et Associés (2016), *Intelligence économique sous l'ère de l'Afrique*, Newsletters, n° 02-16-05.

Wilensky H.L. (1967), *Organizational intelligence: knowledge and policy in government and industry*. New York, Basic Books Inc, Publishers.

Zakaria D. (2011), « Qu'est-ce que l'intelligence économique (IE) et quelle est son utilité pour l'Afrique ? » *IE en Afrique*, Mars 2011, www.ieafrique.com.